

(Traduction provisoire)  
Discours du Premier ministre KISHIDA Fumio  
à la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale  
des Nations unies  
(Prononcé par l'Ambassadeur YAMAZAKI Kazuyuki au nom du Premier  
ministre)

Monsieur le Président,

Permettez-moi de prononcer ce discours au nom du Premier ministre du Japon, Monsieur KISHIDA Fumio.

1. Introduction :

Monsieur le Président, Excellences,

Le monde se trouve à un tournant de son histoire. Ces trois dernières années ont été marquées par des changements historiques majeurs qui définiront les années à venir. J'ai souligné que, dans des moments comme ceux-ci, nous devons surmonter les divisions et les conflits et promouvoir la coopération internationale en revenant aux principes fondamentaux. En 2022, j'ai appelé à défendre les « principes de la Charte des Nations unies et l'État de droit » et en 2023, un multilatéralisme qui placerait les Nations unies au centre, toujours en accordant une place spéciale à la « dignité humaine ».

L'agression de l'Ukraine par la Russie se poursuit et nous sommes parallèlement témoins d'une situation des plus pressantes en Palestine et dans la bande de Gaza. Malheureusement, les divisions et les conflits s'aggravent. En ces temps difficiles, la position du Japon reste inébranlable : nous devrions revenir aux principes fondamentaux pour unir la communauté internationale et promouvoir la solidarité. « L'État de droit » et « la dignité humaine » restent la clé de la coopération internationale.

Aujourd'hui, je voudrais souligner l'importance du renforcement de la gouvernance aux niveaux national et international comme un autre

fondement de l'unité de la communauté internationale pour renforcer l'« État de droit » et protéger la « dignité humaine ».

Lors du Sommet de l'avenir, nous nous sommes engagés à agir dans l'intérêt des générations actuelles et futures. Construire des sociétés inclusives partout dans la communauté internationale, où les jeunes, les générations futures et les femmes peuvent s'épanouir et réaliser les ODD en ne laissant personne de côté sont des objectifs avec lesquels nous nous accordons. Nous sommes convaincus que la communauté internationale s'accorderait à dire que la gouvernance est essentielle pour atteindre ces objectifs. Un climat d'« empathie » offre à tous les membres de la communauté internationale un terrain d'entente pour qu'ils partagent et portent leurs responsabilités.

Mon message pour cette année peut se résumer en une phrase simple : « une gouvernance inclusive avec une responsabilité partagée ».

## 2. Gouvernance inclusive et responsabilité partagée

Monsieur le Président,

Pour faire face à des crises et à des défis sans précédent, et pour protéger et renforcer « l'État de droit » et « la dignité humaine », le Japon, en tant que membre de la communauté internationale est déterminé à jouer un rôle pour en améliorer la gouvernance.

(1) Avant tout, nous devons renforcer la gouvernance pour œuvrer en faveur de la paix et de la sécurité internationales, qui constituent le fondement d'une société prospère.

L'année prochaine marquera le 80<sup>ème</sup> anniversaire des Nations unies. Il est temps de les transformer pour qu'elles puissent relever les défis urgents en matière de paix et de sécurité et répondre aux besoins d'une nouvelle ère.

L'agression de l'Ukraine par la Russie, qui se poursuit depuis plus de deux

ans et demi, constitue un défi flagrant à l'ordre international fondé sur l'État de droit et bouleverse ses fondements mêmes. De nombreuses autres questions doivent être abordées, comme le développement des armes nucléaires et des missiles en Corée du Nord, la situation à Gaza, ou encore les conflits et le terrorisme en Afrique.

La communauté internationale a besoin d'une Organisation des Nations unies et en particulier d'un Conseil de sécurité qui soient crédibles et qui s'acquittent efficacement de leurs responsabilités.

Lors du Sommet de l'avenir, les dirigeants du monde ont émis un message clair et fort sur la nécessité urgente de réformer le Conseil de sécurité. Pour y répondre de bonne foi, il est essentiel d'entamer aussitôt que possible l'élaboration d'un modèle de réforme consolidé et des négociations fondées sur des textes. À cet égard, il conviendrait de souligner que la majorité des États membres, y compris le groupe africain, appellent à l'élargissement du nombre de membres permanents et non permanents du Conseil.

Le Japon travaillera avec d'autres pays pour parvenir à un Conseil de sécurité plus représentatif, inclusif des pays en développement et plus efficace reflétant les réalités de la communauté internationale.

Le Japon accorde également une grande importance au rôle de l'Assemblée générale dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales.

Dans l'intérêt des générations futures, il est nécessaire de maintenir et de renforcer un ordre international libre et ouvert fondé sur « l'État de droit » et de garantir la paix, la stabilité et la prospérité dans le monde.

C'est selon cette conviction que j'ai promu un Indopacifique libre et ouvert (FOIP). La vision de l'Indopacifique libre et ouvert est conforme aux objectifs des Nations unies. Le Japon continuera à élargir son cercle de partenaires affinitaires, et, ensemble et dans un esprit de cocréation, nous relèverons les différents défis auxquels la communauté internationale est confrontée .

Le renforcement de la gouvernance nationale est également essentiel pour la paix, la sécurité et la prospérité internationales. Le Japon a continué d'être le fer de lance d'une coopération internationale centrée sur l'être humain et fondée sur l'idée de sécurité humaine.

Nous devons accélérer les efforts de la communauté internationale dans son ensemble pour atteindre les ODD.

Il est également essentiel de s'attaquer aux causes profondes des conflits en alliant des efforts humanitaires, de développement et de paix afin d'enrayer la détérioration des situations humanitaires due aux conflits prolongés.

En mars de cette année, pendant sa présidence du Conseil de sécurité, le Japon a organisé un débat public sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits. Nous devrions renforcer les fonctions de la Commission de consolidation de la paix, qui dispose d'un pouvoir de convocation unique, et accroître sa coopération avec le Conseil de sécurité afin de promouvoir davantage le triple nexus humanitaire-développement-paix (HDP Nexus).

La promotion de ces initiatives doit tenir compte des perspectives des femmes, des jeunes et des zones rurales.

L'agenda « Femmes, paix et sécurité » (FPS) vise à instaurer une paix durable grâce à la participation et au leadership des femmes dans les processus de consolidation de la paix et de relèvement après une catastrophe. Lorsque la gouvernance permet la participation active des femmes, l'agenda FPS prend tout son sens.

Afin de construire une société inclusive de ce type, il est important d'éduquer les générations futures afin qu'elles puissent jouer un rôle moteur au travers de diverses initiatives. À cette fin, le Japon prévoit de lancer un programme visant à former la prochaine génération de dirigeants dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes. Afin de parvenir dans

le futur à une société flexible et résiliente, riche en diversité et capable de répondre aux nouveaux défis, le Japon travaillera à la promotion de la jeunesse, au soutien de la recherche et à la création de réseaux pour les jeunes chercheurs, ainsi qu'à l'organisation d'un forum pour la prochaine génération.

La perspective rurale est également importante. Le Japon s'efforce d'utiliser les technologies remarquables que les entreprises déploient dans les zones rurales, qu'elles soient établies de longue date ou des start-ups, pour promouvoir des projets qui peuvent contribuer à résoudre des problèmes sociaux et créer un cycle vertueux robuste à la fois dans les économies des zones rurales et à l'étranger.

La gouvernance nationale est le fondement du développement durable, car elle sous-tend la capacité des pays à mobiliser l'investissement privé et le financement national. Dans le même temps, chaque pays parvenant à une « croissance durable » contribuerait à la durabilité de la communauté internationale dans son ensemble, un processus qui serait alors soutenu par la gouvernance internationale. Notre attention doit donc porter sur la gouvernance à tous les niveaux.

(2) Deuxièmement, nous nous devons tous de partager la responsabilité de répondre aux nouveaux défis auxquels la communauté internationale est confrontée et de travailler ensemble avec une nouvelle approche.

J'aimerais commencer par aborder le défi du désarmement et de la non-prolifération nucléaires – un des grands combats politiques de ma vie, puisque je suis originaire de la ville de Hiroshima. Le Secrétaire général Antonio GUTERRES a fait de ce défi la toute première recommandation de son *Nouvel agenda pour la paix* publié l'année dernière. Malgré les efforts soutenus de la communauté internationale, le monde est aujourd'hui sur le point de voir s'inverser la tendance à la baisse du nombre d'arsenaux nucléaires. Nous devons faire face à la situation où les armes nucléaires présentent à nouveau un risque mondial apparent en raison des changements des circonstances géopolitiques ainsi que de l'aggravation des divisions et des conflits au sein de la communauté internationale.

Compte tenu de ces graves préoccupations, j'ai constamment mis en œuvre des initiatives en faveur du désarmement nucléaire dans le cadre du « Plan d'action de Hiroshima » afin de renforcer les efforts réalistes et pratiques visant à réaliser un « monde sans armes nucléaires ». En mars 2024, dans le cadre de sa présidence du Conseil de sécurité, le Japon a présidé la réunion ministérielle du Conseil de sécurité sur « le désarmement nucléaire et la non-prolifération ». Y faisant suite, le 23 septembre, ici à New York, j'ai présidé la réunion inaugurale de haut niveau pour le lancement des Amis du FMCT.

L'année 2025 marquera le 80<sup>ème</sup> anniversaire des bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki. Le Japon, fort du sens du devoir qui lui incombe en tant que seul pays à avoir subi des bombardements atomiques en temps de guerre, redoublera ses efforts pour promouvoir une compréhension exacte des réalités de l'utilisation d'armes nucléaires comme point de départ de toutes les mesures de désarmement nucléaire. Nous agissons également pour faire avancer le désarmement nucléaire à l'approche de la Conférence d'examen du TNP de 2026.

Le Japon collaborera encore plus étroitement avec la communauté internationale en vue de la dénucléarisation de la Corée du Nord, y compris la mise en œuvre intégrale des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies. Le Japon œuvre à normaliser ses relations avec la Corée du Nord, conformément à la Déclaration de Pyongyang, à résoudre de manière globale les problèmes en suspens comme celui des enlèvements ou celui du programme nucléaire et balistique, ainsi qu'à régler le passé malheureux.

Le développement rapide des technologies émergentes pose de nouveaux défis aux efforts de désarmement et de non-prolifération. Avec encore d'avantage de développements de ces technologies émergentes dans le futur, le Japon a l'intention de participer de manière active et constructive à l'élaboration de règles internationales sur les systèmes d'armes létales autonomes (SALA) par le biais de discussions équilibrées, en tenant compte des points de vue humanitaires et de sécurité, afin qu'une compréhension commune puisse être atteinte au sein de la communauté internationale, et notamment parmi les principaux pays concernés.

Concernant les nouveaux défis, nous devons également inclure les aspects liés aux technologies numériques, surtout si l'on prend en considération le Pacte Numérique Mondial qui a récemment été adopté, à l'occasion du Sommet de l'avenir. Les technologies numériques ont le pouvoir de transformer l'avenir du monde, ce qui fait de la coopération numérique un élément essentiel de la protection et du renforcement de la dignité humaine.

Parmi ces technologies numériques, l'intelligence artificielle en particulier nécessite l'établissement urgent d'une gouvernance internationale afin de maximiser les opportunités offertes par l'IA tout en atténuant ses risques. Le Japon est en train de travailler dans le cadre du processus de Hiroshima sur l'IA pour garantir une IA sûre, sécurisée et digne de confiance. Nous continuerons à contribuer activement aux discussions sur l'IA au sein des Nations unies.

Faisant face aux enjeux globaux qui sont devenus des défis urgents, l'évolution des banques multilatérales de développement a également pris de l'importance. Le Japon contribuera à faire progresser l'évolution des banques multilatérales de développement d'une manière qui reflètera les spécificités de chaque institution et le contenu des discussions de leurs conseils d'administration.

La mobilisation de capitaux privés pour répondre à la demande immense des pays en développement, ainsi que la question de la restructuration de la dette à laquelle ces pays sont confrontés sont également des questions urgentes. Un financement du développement transparent, équitable et conforme aux règles et normes internationales est plus que jamais nécessaire.

Le changement climatique est un défi commun à l'ensemble de l'humanité et une question cruciale que la communauté internationale doit aborder collectivement. Pour le Japon, le changement climatique est le plus grand défi à relever par le biais de l'invention d'une « nouvelle forme de capitalisme ». Nous prenons régulièrement des mesures et nous sommes sur la bonne voie pour parvenir à l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050.

Il est important que tous les pays s'unissent pour atteindre l'objectif commun de zéro émission nette, par le biais de différentes voies compatibles avec la croissance économique et la sécurité énergétique.

Pour concrétiser ces idées, le Japon a proposé le concept de Communauté asiatique zéro émission (AZEC). Nous travaillons avec d'autres pays asiatiques pour parvenir simultanément à la décarbonisation, à la croissance économique et à la sécurité énergétique dans notre région.

(3) Cette année, j'aimerais souligner l'importance d'une « gouvernance inclusive soutenue par une responsabilité partagée ». Cela nécessite une solidarité entre les différents pays.

Lors du sommet du G7 à Hiroshima l'année dernière, j'ai fait du renforcement de l'engagement avec nos partenaires au-delà du G7 l'un des piliers du sommet.

Depuis lors, le Japon a soutenu le renforcement d'une gouvernance qui « protégerait la dignité humaine » dans les pays en développement à travers les échanges d'options avec l'ASEAN, l'Inde, les pays du Pacifique ainsi qu'avec les pays d'Amérique latine, et notamment le Brésil qui assure la présidence du G20 cette année.

L'Afrique est une région qui connaît une croissance dynamique, soutenue à la fois par une population jeune et par les fruits de ses efforts pour renforcer sa gouvernance inclusive. Dans le même temps, l'Afrique reste confrontée à des défis relevant de la dignité humaine – tels que la pauvreté, la création d'emplois et la fragilité des infrastructures économiques et sociales – ou de la paix et de la stabilité – tels que les conflits, le terrorisme, les réfugiés et les personnes déplacées.

Le renforcement de la gouvernance est important en tant que levier de changement pour parvenir à la paix, à la stabilité et au développement durable. L'investissement dans les ressources humaines et la mobilisation des ressources nationales et internationales à cette fin sont essentiels à la transformation économique qui mène à la croissance.

En tant que partenaire de longue date de l'Afrique, le Japon a soutenu le renforcement des écosystèmes et de la gouvernance propices à la mobilisation des ressources nationales et internationales, notamment par le biais d'une assistance à la gestion fiscale et à la facilitation des échanges.

Le Japon a également soutenu les élections pour consolider et renforcer la démocratie, et a contribué au renforcement des capacités du personnel administratif et judiciaire. En outre, nous avons promu le dialogue intercommunautaire pour favoriser un avenir commun, encouragé la participation des citoyens, y compris celle des jeunes et des femmes, au processus politique et de reconstruction, et soutenu le renforcement de leurs moyens de subsistance.

L'année prochaine, nous accueillerons la TICAD 9 à Yokohama. Avec nos amis africains et les Nations unies, nous trouverons des solutions innovantes aux défis africains et mondiaux.

Dans le cadre de ces efforts, le Japon envisagera de nouvelles mesures préférentielles à la lumière de la décision de l'OMC, afin que les pays les moins avancés puissent parvenir à un développement harmonieux et durable après leur sortie de la catégorie des PMA.

### 3. Conclusion :

Monsieur le Président,

À l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies de cette année, regardons tous vers la même vision de notre avenir et unissons nos forces pour renforcer la gouvernance dans l'ensemble de la communauté internationale. Travaillons ensemble pour créer des sociétés inclusives où l'État de droit et la dignité humaine sont respectés.

Les Nations unies ont un rôle important à jouer, et la communauté internationale a des attentes fortes à leur égard. En tant qu'État membre des

Nations unies, le Japon continuera lui aussi de contribuer à ces progrès.

Je vous remercie pour votre attention.